



Pour une relance de l'investissement en Europe



Auteur : Olivier Marty

Les tendances de l'investissement en Europe sont préoccupantes. Les causes en sont multiples, mais paraissent principalement liées à l'incertitude économique et à la capacité des États ou des collectivités à s'engager, financièrement et politiquement, sur des projets reposant sur des montages financiers de plus en plus complexes. Dans ce contexte, la relance de l'investissement devrait d'abord passer par l'amélioration des dispositifs publics nationaux et européens qui existent pour les PME, l'innovation et les infrastructures. C'est sur cette base que la coordination plus aboutie d'acteurs financiers publics partageant des objectifs et des instruments financiers harmonisés peut être confortée pour permettre la meilleure catalyse de l'investissement privé et atteindre les objectifs fixés par le prochain président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker

[Lire la suite](#)

Sommaire

Elections : Ecosse **Crise financière** : G20 - Italie - Bulgarie - Slovénie - Royaume-Uni
Commission : Recherche - Erasmus - PME - Mali **Parlement** : Budget -
Ukraine/Russie - Irak **Cour de Justice** : Transports **BCE** : Prêts /TLTRO
Allemagne : Asile **Chypre** : Réunification? **Finlande** : Gouvernement
France : Conférence/Presse - Vote/Confiance - Allemagne **Hongrie** : Remaniement
Italie : Migration **Pologne** : Premier ministre **Royaume-Uni** : Référendum
Slovénie : Gouvernement **Ukraine** : Accord/UE - Autonomie/Est - Memorandum
Vatican : Albanie **Conseil de l'Europe** : Sport - Ukraine **OCDE** : Migration - Evasion
fiscale **Eurostat** : Inflation - UE/Monde **Etudes/Rapports** : Alimentation
Publications : Stratégie - Elections **Culture** : Histoire/Rome - Expo/Paris -
Expo/Londres - Expo/Berlin - Expo/Helsinki - musées/Bruxelles - Fête/Munich

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Elections :

Les Écossais disent non à l'indépendance



La majorité des 4,25 millions de résidents écossais appelés aux urnes ont dit "non" à l'indépendance. Le 18 septembre, 55,25% d'entre eux ont répondu par la négative à la question qui leur était posée : "Should Scotland be an independent country? (L'Ecosse doit-elle devenir un pays indépendant ?)", La victoire du "non" a finalement été plus large que ce qu'avaient laissé prévoir les enquêtes d'opinion. Si aucune participation minimum n'était exigée pour la validation du vote, les Écossais se sont cependant mobilisés en masse pour ce scrutin : 84,6% d'entre eux se sont rendus aux urnes, ce qui constitue un record historique depuis l'instauration du suffrage universel en 1918 au

Crise financière :

G20 Finances à Cairns



Les 20 et 21 septembre, les ministres des finances du G20 se sont réunis à Cairns en Australie. Ils ont salué ensemble les progrès effectués depuis leur dernière rencontre en matière de régulation financière et de contrôle de la fraude et de l'optimisation fiscale des multinationales. Les pays du G20 sont en mesure de surmonter les tensions géopolitiques et risques financiers pour augmenter la valeur du PIB de 1,8% supplémentaire d'ici à 2018, ont-ils indiqué. Ils se sont concentrés sur une série de mesures qui doivent permettre de réaliser 2% de Produit intérieur brut (PIB) supplémentaires au cours des cinq prochaines années, un objectif qu'ils s'étaient fixé en février à Sydney. Pour y arriver, ces pays qui représentent 85% du commerce mondial et deux tiers de la population de la planète, se sont mis d'accord sur 1.000 mesures, en particulier des investissements dans les infrastructures, des réformes financières et des initiatives pour développer les échanges, selon le communiqué final... Lire la suite

Rapport du FMI sur l'Italie



Le 18 septembre 2014, le Fonds Monétaire International (FMI) a publié un important rapport sur la situation économique de l'Italie. Ce rapport met en avant les difficultés persistantes de l'économie du pays qui l'empêchent de sortir de la récession : des conditions de crédit trop serrées, une dette publique élevée qui pèse sur les perspectives de croissance et des rigidités structurelles qui entravent la productivité et la compétitivité du pays. Selon le FMI, le pays doit engager des réformes de son marché du travail, de la justice, de la fiscalité pour stimuler l'économie. Le gouvernement italien doit donc agir sur des réformes structurelles, sur la réduction de ses déficits et de sa dette mais aussi sur les tensions géopolitiques qui menacent l'économie du pays, selon le rapport... Lire la suite

[Autre lien](#)

La Banque centrale de Bulgarie surveille la banque commerciale KTB



Le 16 septembre, la Banque centrale de Bulgarie a décidé de prolonger la surveillance de la banque commerciale KTB jusqu'au 20 novembre. Cette surveillance a commencé dès la fin du mois de juin afin de lutter contre les mécanismes de panique bancaire. Ce système de surveillance s'étendra donc encore sur deux mois. Ce sera l'occasion pour les actionnaires et autres investisseurs potentiels de faire une proposition comportant des engagements financiers et juridiques spécifiques pour la fourniture de capital et de liquidité... Lire la suite

Baisse du chômage en Slovénie



Le 16 septembre, l'Office des statistiques de Slovénie a annoncé la baisse du chômage en juillet 2014, à 12,7% de la population active contre 12,8% en juin. Le nombre de chômeurs a baissé de 1 153 personnes mais il reste toujours 116 199 demandeurs d'emploi sur une population active de 918 034 personnes. Cette baisse témoigne des efforts faits par la Slovénie dans le domaine de l'emploi depuis cinq mois... Lire la suite

[Autre lien](#)

Chômage en baisse au Royaume-Uni



Le 17 septembre 2014, l'ONS (Office for National Statistics) britannique révèle que le taux de chômage a baissé plus fortement que prévu entre mai et juillet 2014, de 6,4% à 6,2%. Le taux de chômage s'établit ainsi à 6,2% de la population active, contre 6,6% sur le trimestre précédent et 7,7% un an auparavant. C'est le niveau le plus bas depuis 2008, soit au début de la crise économique et financière... Lire la suite

Commission :

Réformes nationales nécessaires pour le "marché unique de la recherche"

Le 16 septembre, la Commission européenne a publié son dernier rapport sur l'état d'avancement de l'Espace européen de la recherche (EER). Elle en a conclu que les conditions de la réalisation de l'EER,



dans lequel les chercheurs et les connaissances scientifiques peuvent circuler librement, sont en place au niveau européen. Certaines initiatives ont déjà pris forme comme l'intégration de l'EER dans le Semestre européen et le soutien financier dans le cadre d'Horizon 2020 pour concrétiser les mesures liées à l'EER. Un mécanisme de suivi de l'EER a été mis en place. Il fournit des données de plus en plus solides permettant d'évaluer les performances au niveau tant des Etats membres que des établissements de recherche. Des réformes doivent maintenant être mises en œuvre au niveau des Etats membres pour faire fonctionner l'EER... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Etude d'impact du programme Erasmus



L'étude d'impact d'Erasmus confirme que le programme d'échange d'étudiants de l'UE favorise l'employabilité et la mobilité professionnelle. En étudiant ou en se formant à l'étranger, les jeunes acquièrent non seulement des connaissances dans des disciplines précises mais renforcent aussi des compétences transversales très appréciées par les employeurs. Une nouvelle étude sur les effets du programme Erasmus de l'UE pour l'échange d'étudiants montre qu'avec une expérience internationale, les diplômés réussissent nettement mieux sur le marché de l'emploi. Ils risquent deux fois moins de devenir chômeurs de longue durée que ceux qui n'ont pas étudié ni suivi de formation à l'étranger et, cinq ans après l'obtention de leur diplôme, leur taux de chômage est inférieur de 23%. Cette étude, réalisée par des experts indépendants, est la plus importante en son genre. Près de 80 000 réponses ont été recueillies, dont celles d'étudiants et d'entreprises... [Lire la suite](#)

Lancement du programme FIWARE Accelerator par la Commission européenne



Le 17 septembre, la Commission européenne a lancé le programme FIWARE Accelerator. Ce programme accordera 80 millions d'euros à des PME, des jeunes entreprises et des entrepreneurs du web qui utilisent les technologies FIWARE. FIWARE Accelerator est un réseau d'organisations européennes qui a déjà lancé ses premiers appels à propositions. Les autres appels ont été présentés à Munich à l'occasion de la Conférence européenne sur l'internet du futur. Le réseau FIWARE Accelerator sélectionnera, encadrera et soutiendra les propositions fondées sur la technologie FIWARE qui seront présentées par les équipes et les entreprises les plus talentueuses... [Lire la suite](#)

Augmentation de l'aide humanitaire au Mali



Le 17 septembre, la Commission européenne a annoncé l'augmentation de 5 millions d'euros l'aide humanitaire qu'elle apporte au Mali. Ce montant permettra à l'Europe d'intensifier son aide aux personnes confrontées à l'insécurité alimentaire extrême et aux victimes du regain de violence dans le nord du pays. Ce nouveau programme d'aide porte le budget de l'aide humanitaire au Mali à 40 millions d'euros pour 2014. Il apportera une aide alimentaire d'urgence à plus d'un million de personnes dont des éleveurs qui ont perdu leurs troupeaux et des personnes récemment déplacées. Une partie de l'aide européenne contribuera au maintien d'un service aérien humanitaire, qui revêt une importance capitale compte tenu de la fréquence des attaques ciblées et de la présence d'engins explosifs sur les routes... [Lire la suite](#)

Parlement :

Le Parlement a 42 jours pour se prononcer sur le projet de budget pour 2015



Le 16 septembre, Enrico Zanetti, représentant du Conseil, a présenté la position du Conseil sur le budget européen pour 2015 au Parlement européen. Les États-membres de l'UE proposent un budget de 145,077 milliards d'euros en engagements et de 139,966 milliards d'euros en paiements, soit une réduction de 552 000 euros en engagements et de 2,1 milliards d'euros en paiements en comparaison avec la proposition originale de la Commission européenne. Les coupes les plus sévères du Conseil concernent des programmes visant à stimuler la compétitivité de l'Europe, la croissance et la création d'emplois, avec la réduction de 1,3 milliard d'euros pour les financements destinés à la recherche et aux projets d'infrastructure de grande envergure. Il a aussi diminué de 5,2% le budget des paiements disponibles pour la politique extérieure de l'UE (soit 378 millions d'euros de moins) et en particulier les

fonds destinés à la Syrie, à la Palestine et à l'Ukraine. En désaccord avec cette proposition, les députés ont affirmé que la version du Conseil du projet de budget de l'UE pour 2015 ne tenait pas compte de ses propres engagements politiques à relancer la croissance économique et la création d'emplois... [Lire la suite](#)

Le Parlement européen adopte une résolution sur l'Ukraine



Réunis en session plénière à Strasbourg, les députés européens ont adopté le 18 septembre une résolution demandant à l'UE "de tenir tête à la Russie et de renforcer le soutien octroyé aux agriculteurs européens fortement touchés par l'embargo commercial". Le vote de cette résolution fait suite à la ratification de l'accord d'association et de libre-échange entre l'UE et l'Ukraine, ratifié simultanément par les Parlements européen et ukrainien le 16 septembre. Globalement, dans la résolution adoptée le 18 septembre les députés ont souhaité insister sur quatre points essentiels : l'accord d'association et de libre échange "ne peut pas et ne sera pas modifié", les sanctions européennes envers la Russie sont justes et doivent être renforcées, la nécessité de débloquent davantage de fonds pour les agriculteurs européens touchés par l'embargo commercial russe et la demande de libération immédiate de l'agent de renseignements estonien... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Le Parlement européen adopte une résolution contre l'Etat islamique



Les députés européens, réunis en session plénière à Strasbourg, ont condamné les assassinats commis par l'État Islamique, dans une résolution adoptée le 18 septembre. Dans ce texte, ils réclament notamment un soutien militaire adéquat, pour aider les autorités nationales et locales en Irak à se défendre contre les forces de l'État islamique. Les députés demandent à la communauté internationale de tout faire pour priver l'État islamique de ressources, notamment par l'application plus stricte de l'embargo des Nations Unies sur les armes. Enfin, la résolution appelle à trouver une solution politique au conflit en Syrie... [Lire la suite](#)

Cour de Justice :

Les compagnies aériennes peuvent exiger un supplément pour les bagages en soute



A la suite d'un renvoi préjudiciel introduit par le tribunal administratif n°1 d'Ourense en Espagne, la Cour de justice de l'Union européenne a rendu sa décision le 18 septembre. Elle a considéré que le prix à payer pour le transport des bagages enregistrés des passagers aériens n'est pas un élément inévitable et prévisible du prix du service de transport aérien, mais peut constituer, au sens du droit de l'Union, un supplément de prix optionnel relatif à un service complémentaire. La réglementation espagnole ne permet manifestement pas aux transporteurs aériens de fixer librement un prix pour le transport des passagers. Elle interdit qu'un prix diffèrent soit fixé en fonction de la possibilité ou non d'enregistrer des bagages au moyen du titre de transport. A cet égard, la Cour a conclu que la législation espagnole devait appliquer les règles communautaires en matière de tarif de bagages... [Lire la suite](#)

BCE :

La BCE prête 82,6 mds d'euros aux banques qui soutiennent le secteur privé



La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé, le 18 septembre, avoir prêté 82,6 milliards d'euros à 255 banques européennes, dans le cadre d'un nouveau programme de prêts ciblés à long terme (TLTRO) destinés à augmenter les crédits accordés aux agents économiques privés et à soutenir la relance économique de la zone euro. Ce montant, de 82,6 milliards d'euros, reste relativement faible par rapport aux prévisions des analystes, qui tablaient plutôt sur 100 milliards d'euros pour ce premier TLTRO, qui arrive à échéance en septembre 2018. Six autres TLTRO sont prévus, sur une fréquence d'un par trimestre, entre mars 2015 et juin 2016, durant lesquels les banques pourront emprunter jusqu'à trois fois le montant net des prêts supplémentaires qu'elles auront accordés au secteur privé... [Lire la suite](#)

Allemagne :

L'Allemagne décide de durcir sa politique d'asile

L'Allemagne, principale destination européenne des demandeurs d'asile, va durcir sa politique d'accueil à l'encontre des immigrés des Balkans après le vote du Bundesrat, la chambre haute du Parlement, le



19 septembre. L'Allemagne va faciliter le renvoi des demandeurs d'asile en provenance de Serbie, de Macédoine et de Bosnie-Herzégovine, considérant que ces trois pays sont "sûrs" et qu'il n'y a pas de persécutions, tortures, violences arbitraires ou traitements inhumains et humiliants... [Lire la suite](#)

Chypre :

Accélération des négociations en vue d'une réunification



Les dirigeants chypriotes ont convenu d'accélérer le rythme de leurs rencontres afin de parvenir à un accord mettant fin à la division de l'île qui perdure depuis 40 ans, a déclaré le 17 septembre l'émissaire de l'ONU Espen Barth Eide. Il a indiqué que les négociations qui se tiennent sous l'égide de l'ONU allaient s'accélérer, à l'issue d'une réunion avec les dirigeants chypriote Nicos Anastasiades et turc Dervis Eroglu. "Les dirigeants ont décidé d'augmenter la fréquence de leurs rencontres (...) et de se réunir au moins deux fois par mois", a expliqué le diplomate norvégien... [Lire la suite](#)

Finlande :

Les verts quittent la coalition gouvernementale en Finlande



Les Verts finlandais ont annoncé le 18 septembre leur départ du gouvernement en raison de l'accord donné par l'exécutif à un projet de centrale nucléaire que doit construire le russe Rosatom. Les Verts sont opposés à cette centrale nucléaire à Pyhäjoki, sur la côte ouest du pays, qui sera exploitée par le groupe de nucléaire finlandais Fennovoima, auquel le gouvernement a donné son autorisation. Du fait du départ des Verts, le gouvernement voit sa majorité se réduire désormais à 102 sièges sur les 200 du Parlement. Les partis restant au gouvernement sont le parti conservateur du Premier ministre Alexander Stubb, les sociaux-démocrates qui détiennent le ministère des Finances, le parti des suédophones et les chrétiens-démocrates... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

France :

France: conférence de presse du président français



Le président de la République française a tenu sa conférence biannuelle devant 400 journalistes à l'Élysée le 18 septembre. François Hollande a confirmé que la France va faire "valoir ses positions" lors du Conseil européen du 24 octobre prochain. Paris devrait demander plus de flexibilité sur les règles budgétaires, alors que le déficit budgétaire français devrait dépasser largement le seuil de 3%. "Il ne s'agit pas de revenir sur des règles que l'on a fixées ensemble, mais plutôt d'utiliser toutes les règles de flexibilité à notre disposition pour atteindre nos objectifs de croissance et d'emploi" a-t-il souligné... [Lire la suite](#)

Le gouvernement français obtient de justesse la confiance des députés



Le Premier ministre français Manuel Valls a tenu son discours de politique générale devant les députés de l'Assemblée nationale le 16 septembre. A l'issue de son intervention, il a obtenu la confiance des députés par 269 voix, soit moins que la majorité absolue, 244 contre et 53 abstentions. C'est donc une majorité relative qui se dessine, puisqu'au sein du groupe PS, composé de 289 membres, 253 ont voté la confiance et 32 députés se sont abstenus. La droite, le centre et le parti communiste ont massivement voté contre. Les écologistes se sont abstenus... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Manuel Valls en visite officielle à Berlin



Le Premier ministre français Manuel Valls a débuté le 22 septembre une visite officielle à Berlin. Il a notamment rencontré la chancelière allemande Angela Merkel. Lors d'une conférence de presse, il a expliqué la politique économique de son gouvernement et indique que la France allait faire les réformes. La France est une nouvelle fois contrainte de repousser ses ambitions en matière d'assainissement des finances publiques. Elle comptait ramener ses déficits sous la barre de 3% en 2015. Elle vise désormais 2017... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Hongrie :

Hongrie : démission du ministre des affaires étrangères



Le 19 septembre, le ministre hongrois des affaires étrangères et du commerce, Tibor Navracscs, a démissionné, pour se préparer à son audition devant le Parlement européen le 1er octobre. Il a été désigné comme le prochain Commissaire européen à l'Éducation, la Culture, la Jeunesse et la Citoyenneté. Le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a proposé Péter Szijjártó pour lui succéder... [Lire la suite](#)

Italie :

Italie : 500 migrants portés disparus dans un naufrage en mer Méditerranée



Le 16 septembre, l'Italie a ouvert une enquête sur la disparition de cinq cents migrants portés disparus au large de Malte. Ces chiffres ont été transmis le 15 septembre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Selon les témoignages de jeunes Palestiniens recueillis par la marine maltaise, le naufrage aurait été causé par la collision de deux navires remplis de migrants venus d'Afrique. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime que plus de deux mille deux cents personnes ont péri ou ont été portés disparus en tentant de franchir la mer Méditerranée depuis juin... [Lire la suite](#)

Pologne :

Pologne : Ewa Kopacz forme son gouvernement



La nouvelle Première ministre polonaise Ewa Kopacz a présenté le 19 septembre son gouvernement, marqué par le départ du chef de la diplomatie, Radoslaw Sikorski, qui devrait devenir président de la Diète, chambre basse du parlement. Il est remplacé par Grzegorz Schetyna. La configuration du gouvernement n'a pas changé et plusieurs ministres du cabinet sortant gardent leur portefeuille, dont ceux du parti paysan PSL, allié de la PO. Six femmes en font partie et l'une d'elles dirigera le ministère de l'Intérieur, une première en Pologne. Le gouvernement a prêté serment le 22 septembre, tandis que Mme Kopacz présentera son exposé de politique générale au parlement le 1er octobre... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Royaume-Uni :

L'Écosse dit "non" à l'indépendance



Les Écossais ont voté majoritairement "non" à l'indépendance et à une séparation éventuelle de l'Angleterre lors du référendum historique qui s'est déroulé le 18 septembre. Selon les chiffres officiels et définitifs diffusés par la BBC, le "non" a recueilli 55,3% des votes (2,001,926 millions) contre 44,7 % (1,617,989 millions) de "oui" à l'indépendance de l'Écosse. La participation définitive au scrutin est de 84.59%. Le Premier ministre britannique, David Cameron, a promis d'accroître l'autonomie des États membres du Royaume-Uni en déclarant "Au moment où les Écossais vont avoir davantage de pouvoirs sur la gestion de leurs affaires, ceci va également s'étendre aux habitants d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord qui doivent avoir aussi davantage leur mot à dire sur les leurs"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Slovénie :

Slovénie: le nouveau gouvernement obtient la confiance du Parlement



Le 18 septembre, le Premier ministre slovène, Miro Cerar, a obtenu la confiance du Parlement. A la tête du douzième gouvernement de Slovénie depuis l'indépendance et nommé pour un mandat de 4 ans, il a formé un gouvernement de 16 ministres dont 7 femmes. Ce gouvernement de coalition comprend 3 partis : le parti de Miro Cerar (SMS), le parti des retraités (DeSUS) et le parti social-démocrate (SD)... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Ukraine :

Les Parlements européen et ukrainien ratifient l'accord d'association UE-Ukraine



Le 16 septembre, à Strasbourg, le Parlement européen a approuvé l'accord d'association UE-Ukraine, qui prévoit un accord de libre-échange complet et approfondi. Au même moment, et lors d'une diffusion en direct, cet accord a été ratifié par le Parlement ukrainien à

Kiev. Les dispositions votées prévoient notamment une association politique étroite entre les deux partenaires, une intégration économique entre l'UE et l'Ukraine ainsi qu'un libre accès au marché pour les deux parties. Les députés européens ont approuvé l'accord par 535 voix, contre 127 et 35 abstentions. L'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine consacre un rapprochement entamé de longue date, sur le plan politique mais surtout économique, même si la mise en place d'une zone de libre-échange a été suspendue jusqu'à fin 2015. L'accord devra ensuite être ratifié par chacun des 28 États membres de l'UE... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

L'Ukraine propose des élections et plus d'autonomie aux séparatistes



Le parlement ukrainien a adopté le 16 septembre une loi garantissant une plus grande autonomie des régions prorusses de l'Est et prévoyant l'organisation d'élections le 7 décembre. La loi sur un "statut spécial" des régions de Donetsk et Lougansk, rejeté par les rebelles qui réclament leur indépendance, et sur l'organisation d'élections locales figurent dans le protocole de cessez-le-feu du 5 septembre signé à Minsk. Le texte a été adopté par 277 députés. Kiev prévoit la mise en place d'un gouvernement autonome provisoire de trois ans à partir de l'adoption du texte et des élections le 7 décembre au niveau "des districts, des conseils municipaux, des conseils de villages" dans les régions de Donetsk et Lougansk... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Mémorandum en 9 points pour une désescalade entre Ukraine et Russie



L'armée ukrainienne et les rebelles prorusses doivent mettre en oeuvre dans les 24 heures le mémorandum signé à Minsk le 19, qui vise à renforcer le fragile cessez-le-feu déjà en vigueur en instaurant une zone tampon de 30 km de part et d'autre de la ligne de front. Ce mémorandum en neuf points, signé deux semaines après un premier protocole de cessez-le-feu, a été obtenu au terme de sept heures de pourparlers entre émissaires de Moscou, Kiev et de la rébellion séparatiste, sous l'oeil de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le texte prévoit un cessez-le-feu complet, la création d'une zone démilitarisée et le recul dans les 24 heures pour chaque belligérant de son artillerie lourde (pièces supérieures à un calibre de 100 mm) à 15 kilomètres de la "ligne de contact"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Vatican :

Le Pape François en visite en Albanie



Le 21 septembre, le pape François était en Albanie pour son premier voyage en Europe. Pendant la rencontre avec les autorités nationales, le pape a souligné combien l'Albanie était un modèle de la coexistence pacifique entre les religions: "Le climat de respect et de confiance réciproque entre catholiques, orthodoxes et musulmans est un bien précieux pour le pays, et acquiert une importance spéciale à notre époque"... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Lancement de la Convention sur la manipulation de compétitions sportives



Le 18 septembre, la Commission européenne a franchi une nouvelle étape importante dans la lutte contre le trucage de matches, avec le lancement de la Convention sur la manipulation de compétitions sportives. La Convention a été déclarée ouverte à la signature lors de la Conférence du Conseil de l'Europe réunissant les ministres des sports à Macolin, en Suisse. Élaborée conjointement par la Commission, les États membres de l'UE et d'autres membres du Conseil de l'Europe, elle vise à prévenir, à détecter et à combattre le trucage de matches et la manipulation des compétitions sportives, ainsi qu'à renforcer l'échange d'informations et la coopération nationale et internationale entre les autorités publiques concernées, et avec les organisations sportives et les opérateurs de paris sportifs... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Le GRETA publie son premier rapport sur la traite des êtres humains en Ukraine



Le 19 septembre, le groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains du Conseil de l'Europe (GRETA) a publié son premier rapport d'évaluation sur l'Ukraine. Le GRETA explique que les autorités ukrainiennes ont mis en place de nombreuses mesures juridiques et institutionnelles afin de combattre la traite des êtres humains. D'importantes structures de coordination anti-traite au niveau central et local se sont

prises en place avec des programmes spécifiques. Malgré ces efforts, il reste beaucoup de défis à relever, en particulier dans les domaines législatifs, politiques et pratiques. Les efforts visant à identifier les victimes de la traite doivent être considérablement augmentés... [Lire la suite](#)

OCDE :

Gérer les migrations économiques pour répondre aux besoins du marché du travail



Face au vieillissement de sa population, l'Union européenne devrait mieux utiliser les compétences des immigrés déjà installés et attirer plus de migrants qualifiés, selon un rapport de l'OCDE et de la Commission européenne publié le 18 septembre. La population en âge de travailler va diminuer de 2,2% d'ici à 2020 dans l'Union européenne (moins 7,5 millions de personnes). "Compte tenu du grand nombre de personnes qui sont sans emploi, un débat sur les besoins du marché du travail et le rôle des immigrés et de l'immigration pour y répondre, ne semble ni d'actualité ni pertinent", reconnaissent l'OCDE et la Commission. Pourtant, si une augmentation de l'emploi des jeunes, des femmes ou des seniors est essentielle, "les migrations et les immigrés ont également un rôle à jouer"... [Lire la suite](#)

Nouvelles mesures annoncées par l'OCDE pour lutter contre l'évasion fiscale



Le 16 septembre, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a dévoilé un plan d'action international précis et ambitieux, baptisé " projet BEPS " (Base erosion and profit shifting, érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices). Ces recommandations vont permettre d'avoir une approche internationale plus coordonnée de la lutte contre l'évasion fiscale de la part des entreprises multinationales. Elles vont établir un ensemble unique de règles fiscales internationales avec quinze actions qui devront être réalisées d'ici à la fin 2015. Les premiers éléments du Plan d'action visent à aider les pouvoirs publics à protéger leur base d'imposition et à offrir aux contribuables davantage de certitude et de lisibilité, tout en évitant d'adopter, au plan national, de nouvelles règles qui pourraient déboucher sur des doubles impositions ou des contraintes inutiles en matière de discipline fiscale, ou bien entraver des activités transnationales légitimes... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Le taux d'inflation annuel stable dans la zone euro et dans l'UE



Selon un communiqué d'Eurostat publié le 17 septembre, le taux d'inflation annuel de la zone euro est resté stable à 0,4% en août 2014, inchangé par rapport à juillet. En août 2013, il était de 1,3%. Le taux d'inflation mensuel a été de 0,1% en août 2014. Dans l'Union européenne, le taux d'inflation annuel s'est stabilisé à 0,5% en août 2014, inchangé par rapport à juillet. En août 2013, il était de 1,5%. Le taux d'inflation mensuel a été de 0,1% en août 2014... [Lire la suite](#)

Eurostat publie son rapport "l'UE dans le monde"



Le 19 septembre, Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, a publié sa dernière édition "L'UE dans le monde", dans laquelle l'UE et les 15 pays non-EU du G20 sont comparés statistiquement à partir d'un éventail de données européennes et internationales. Le rapport indique qu'en 2012, l'Union européenne comptait 7% de la population mondiale soit 505 millions d'habitants alors que la Chine représentait 19% et l'Inde 18%. Il compare aussi les données sur l'espérance de vie et le taux de fécondité. Quant au PIB, l'UE constitue la part la plus importante du PIB mondial qui s'élève à 56 600 milliards d'euros en 2012, avec 23%. Les Etats-Unis ne représentent que 22%, la Chine 12% et le Japon 8%... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Selon la FAO, 805 millions de personnes souffrent de la famine dans le monde



Le 16 septembre, à Rome, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué qu'environ 805 millions de personnes souffraient encore de la famine dans le monde soit 100 millions de moins qu'il y a dix ans, et 209 millions de moins qu'il y a vingt ans. Malgré une amélioration au cours des deux dernières décennies, ces progrès réalisés masquent de profondes disparités

régionales. Si l'Amérique latine est sur la bonne voie pour éradiquer ce problème national, l'Asie et l'Afrique sub-saharienne ont peu progressé au cours des dernières années. Une personne sur trois en Asie et une personne sur quatre en Afrique sub-saharienne restent sous-alimentées... [Lire la suite](#)

Publications :

L'Institut international des études stratégiques publie son rapport pour 2014



Le 18 septembre, l'Institut international des études stratégiques (IISS) a publié son rapport annuel, intitulé "Strategic Survey 2014 : The Annual Review of World Affairs". Il analyse les événements et thèmes de l'année, région par région. Il comprend des articles sur la cybercriminalité et la protection des renseignements personnels, sur l'évolution des facteurs de changement stratégique, et sur les formes hybrides de l'insécurité dans le monde. Le rapport contient aussi une chronologie des principaux événements dans le monde entier... [Lire la suite](#)

Les résultats des élections européennes de mai 2014 dans les Etats membres



Le CRISP a publié une étude sur " les résultats des élections européennes de mai 2014 dans les Etats membres ". Cette étude, faite par Thierry Coosemans, reprend, pour chacun des 28 pays, l'évolution de la situation politique depuis l'élection européenne de juin 2009 et, plus particulièrement, les résultats des scrutins nationaux intervenus depuis. Les résultats de l'élection de mai 2014 sont ensuite comparés à ceux de 2009... [Lire la suite](#)

Culture :

Réouverture de la Maison d'Auguste et de Livie



Les maisons d'Auguste et de sa femme Livie sont ouvertes au public depuis le 18 septembre dans la capitale italienne, dont certaines pièces seront présentées pour la première fois, à l'occasion des 2.000 ans de la mort du premier empereur romain. La "Casa di Augusto" et la "Casa di Livia", où habitaient l'empereur et sa famille, sont nichées au cœur du vaste ensemble architectural du mont Palatin... [Lire la suite](#)

Restrospective de Niki de Saint Phalle



Niki de Saint Phalle fut l'une des premières artistes femmes à acquérir la célébrité de son vivant, au début des années 1960. Elle est une artiste dont l'oeuvre singulière s'impose à la fois par sa violence, son engagement et sa radicalité. Jusqu'au 2 février, le Grand Palais, à Paris, propose une rétrospective " Niki de Saint Phalle ", peintre et réalisatrice de films. Il s'agit de la plus grande exposition consacrée à l'artiste depuis vingt ans : peintures, automates, grandes femmes pulpeuses, films et assemblages mécaniques réalisés avec Jean Tinguely... [Lire la suite](#)

"Constable: The Making of a Master"



Jusqu'au 11 janvier 2015, le Victoria et Albert museum à Londres, accueille l'exposition " Constable: The Making of a Master ". Les œuvres de Constable révèlent les histoires cachées de la façon dont l'artiste a créé certains de ses tableaux les plus aimés et les plus connus. Parmi les peintures les plus célèbres, " The Haywain " (" La Charrette de foin ") ainsi que ses esquisses à l'huile et ses œuvres inspirées de la nature... [Lire la suite](#)

L'autel de Gand des Van Eyck à la Gemäldegalerie de Berlin



La Gemäldegalerie de Berlin présente jusqu'au 23 mars 2015 l'oeuvre unique des frères Van Eyck, "L'Autel de Gand". Cette peinture majeure des débuts de l'art flamand offre une représentation magistrale de l'adoration de l'agneau sacré. L'exposition de la Gemäldegalerie fait honneur à cette oeuvre, qu'elle accompagne de nombreuses publications et autres merveilles de la peinture flamande... [Lire la suite](#)

Le musée d'art Didrichsen expose "Dance of Life" d'Edvard Munch



Jusqu'au 1er février 2015, le musée d'art Didrichsen à Helsinki en Finlande, accueille l'exposition d'Edvard Munch, intitulée " Dance of Life ". Edvard Munch est considéré comme l'un des plus grands artistes des arts visuels en Europe du Nord du 20e siècle. Ses œuvres proviennent de plusieurs musées ou galeries d'art dont le musée Munch à Oslo, en Norvège, le musée national norvégien, le musée d'art Göteborg et le musée d'art Turku... [Lire la suite](#)

Nocturnes des Musées bruxellois 2014



La 14e édition des Nocturnes des Musées bruxellois a débuté le 18 septembre 2014. Tous les jeudis soirs jusqu'au 18 décembre, au moins cinq musées ouvrent leurs portes par soirée dans la ville de Bruxelles. Visites guidées, animations diverses et rencontres avec les acteurs bruxellois de la culture, composeront le programme de cette 14e édition des Nocturnes des Musées... [Lire la suite](#)

Oktoberfest, la plus grande fête populaire du monde



Le lancement de la 181e édition de l'Oktoberfest a attiré environ 1 million de personnes à Munich, malgré les mauvaises conditions climatiques, ont indiqué les organisateurs de l'événement. Pendant deux semaines, jusqu'au 4 octobre, la capitale bavaroise vivra au rythme de la fête de la bière. La plus grosse fête populaire d'Allemagne mérite bien son titre. L'année dernière, l'Oktoberfest a reçu 6,4 millions de visiteurs qui ont descendu 7,7 millions de litres de bière, uniquement d'origine munichoise... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



Du 25 au 26 septembre

Non communiqué

Réunion du Conseil Compétitivité (commerce, industrie, recherche, innovation, espace) - COMPET



26 septembre

Ottawa

Sommet UE-Canada



29 septembre

Bruxelles

Conseil Affaires générales

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly ; Lucie Nebut, Andrea Klemencsics, Helen Levy
Aude Prenassi, Guillaume Anglars

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et

ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)